

## **LE PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN D'ARMEMENT TERRSTRE VA S'APPELER GENERAL DYNAMICS**

L'offre publique d'achat lancée par le groupe américain General Dynamics sur ALVIS le fabricant britannique de véhicules de combat doit retenir l'attention pour plusieurs raisons : d'abord, parce que ce sera la plus grosse acquisition de General Dynamics en Europe, ensuite parce que c'est la première de ce genre au Royaume-Uni, enfin parce que Alvis a déjà fédéré une certaine quantité d'activité d'armement terrestre au Royaume-Uni et en Europe :

Alvis a racheté en 1997 le groupe suédois Hägglunds Vehicle Group<sup>1</sup> (y compris sa filiale norvégienne Hägglunds Moev), fabricant de véhicules blindés et d'engins chenillés. Il a également repris en 1998 l'activité de blindés de son compatriote GKN, moyennant une cession de 30% de son capital à GKN. A l'époque General Dynamics n'avait pas réussi à présenter une contre-offre pour empêcher l'opération d'Alvis.

par ailleurs le groupe britannique Vickers avait en 1986 repris l'activité de véhicules de combat à Leeds des Royal Ordnance Factories, privatisées, et racheté en 1999 le fabricant sud-africain d'armement terrestre Reumech OMC. Vickers a lui-même été racheté par le motoriste britannique Rolls-Royce en 1999 qui s'est défait de la partie « armement terrestre » du groupe (Vickers Defence Systems) au profit justement d'Alvis.

enfin, à l'été 2003 BAE Systems avait racheté pour 105 millions d'euros la part (28.5%) de GKN dans Alvis.

c'est cet ensemble (producteur notamment du char britannique Challenger) dont le chiffre d'affaires a atteint 350 millions de livres en 2003<sup>2</sup> que le groupe américain cherche à absorber, y compris la participation de BAE Systems. le prix proposé par General Dynamics permettrait à BAE Systems de réaliser une plus-value de 24 millions d'euros : c'est une proportion élevée car le groupe américain a fait une offre

---

<sup>1</sup> 1100 personnes, 28 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2001

<sup>2</sup> 520 millions d'euros

alléchante supérieure de 46% au cours moyen des actions d'alvis dans les trois derniers mois. La direction du groupe britannique a d'ailleurs conseillé à ses actionnaires d'accepter l'offre américaine. néanmoins, l'enjeu dépasse évidemment l'éventuelle plus –value réalisable<sup>3</sup> : on a rappelé précédemment que General Dynamics a déjà pris le contrôle dans le secteur de l'armement terrestre de Steyr en Autriche, de Mowag en Suisse,<sup>4</sup> et de Santa Barbara en Espagne.<sup>5</sup> et que si l'on ajoute que le groupe Carlyle (à travers sa filiale United Defense) a racheté l'activité armement terrestre du groupe suédois Bofors (Sise dans Bofors Weapons Systems), c'est à bon droit qu'on peut considérer que cet ensemble d'incrustations américaines constituent bien la traduction d'une stratégie politique vis-à-vis du système européen de production d'armement.

### **LA SUBORDINATION DES MOYENS**

Alors que dans les domaines aéronautique, espace , électronique ont émergé en Europe trois firmes EADS, BAE Systems et Thales constituant une concentration de taille à résister à la concurrence américaine, l'armement terrestre est non seulement dispersé entre dix producteurs (deux seulement aux Etats-Unis) mais phagocyté de telle façon qu'il lui sera difficile de réaliser une concentration comparable.

en France GIAT Industries a annoncé pour 2003 un résultat net négatif de 640 millions d'euros (pour un chiffre d'affaires de 729 millions d'euros ... !) de loin le plus mauvais depuis le « record » de 1995 (- 1570 millions d'euros). La situation du groupe entraîne la nécessité d'une recapitalisation d'un milliards d'euros d'ici la fin de l'année 2004 : ce sera le montant le plus important jamais versé au groupe depuis 1990 et portera le total des recapitalisations à 4,4 milliards d'euros (29 milliards de francs .. !). les restructurations en cours devraient laisser 2900 emplois mais ne permettent sans doute pas à GIAT Industries de gérer des alliances (européennes ou nationales) dans son état actuel : la filialisation prévue des activités dessinera les rapprochements

---

<sup>3</sup> le chiffre d'affaires 2003 de BAE Systems est de 12.572 milliards de livres (18,5 milliards d'euros )

<sup>4</sup> le groupe suisse avait d'abord été racheté par l'américain General Motors qui l'a ensuite recédé à General Dynamics.

<sup>5</sup> voir Jean-Paul Hébert, « la stratégie américaine de contournement industriel », *Le débat stratégique*, N°70, octobre-novembre 2003

possibles, mais ne laisse guère pour le moment de rôle d'entraînement à la firme française au plan européen.

Les firmes allemandes, leader dans ce secteur, sont encore dispersées : KMW (Krauss-Maffei-Wegmann) constructeur du char leopard attend la concrétisation des décisions du groupe Siemens, actionnaire minoritaire (49%) de céder sa participation. Rheinmetall, l'autre grand groupe, est suspendu aux décisions à venir de la famille Röchling, son actionnaire historique. De son côté le groupe DIEHL (groupe familial)<sup>6</sup> a choisi une stratégie de produits (munitions guidées avec précision, etc) qui le tient à l'écart des projets de restructurations. En revanche, chacun de ces groupes a déjà formé des coopérations ou des coentreprises avec les groupes américains.

les autonomies industrielles et financières des groupes européens d'armement terrestre sont donc largement entamées. Le problème n'est pas seulement un problème de principe, il touche aussi à une réalité lourde de conséquence : les pays européens, y compris les nouveaux membres de l'Union et de l'OTAN entre dans une période où c'est l'ensemble des moyens terrestres hérités de la période de la confrontation des blocs en Europe qui, déjà largement obsolète doctrinalement, va passer les limites d'âge et où de nouveaux matériels vont être conçus et adoptés. L'émiettement actuel des firmes européennes ne leur permet guère de concevoir ensemble ces matériels. En revanche, l'abondance des crédits du pentagone a déjà mis en marche la R&D des groupes américains. Ceux-ci ont de bonnes chances d'être ceux qui vont développer et imposer les matériels terrestres à venir. et, bien entendu, le logiciel stratégique qui va avec. Tout ceci se déroule dans une quiétude inquiétante pour l'avenir de l'autonomie européenne.

jean-paul hébert

---

<sup>6</sup> 10600 employés, 1,6 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2003 dont un tiers dans la défense